

Direction de l'Administration Générale  
et de la Réglementation

2ème Bureau

Le Préfet de la Meuse,

ND/EC

88-2422  
Arrêté d'autorisation n° 2473-6/88

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et notamment son article 20,

Vu le décret n° 87-279 du 16 avril 1987 relatif aux conditions d'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application, notamment son article 2,

Vu l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs,

Vu l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations classées, complétée et modifiée par la circulaire ministérielle du 20 septembre 1985 pour l'application de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976, modifié les 27 août 1981, 7 décembre 1983 et 6 août 1984, autorisant la S.A. ICI FRANCE à exploiter à VERDUN, écart de Baleycourt, une usine de fabrication de produits chimiques,

Vu la demande présentée le 27 mai 1987 par M. Jean-Pierre AVAKIAN, Directeur Général du Département Baleycourt de la Société ICI FRANCE, tendant à obtenir l'autorisation de procéder à l'extension de la Chaufferie centrale installée dans l'usine sise Z.I. de BALEYECOURT à VERDUN,

Vu les plans annexés à la demande,

Vu les avis recueillis,

Vu l'arrêté du 22 septembre 1987 portant ouverture d'enquête publique,

Vu les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 11 octobre au 10 novembre 1987 inclus,

.../..

Vu l'avis du Commissaire-Enquêteur,  
Vu les rapports et avis de l'Inspecteur des Installations  
Classées, Ingénieur Subdivisionnaire des Mines  
Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 15 juin 1988,  
Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

// -) R R E T E :  
-----

ARTICLE PREMIER : L'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976, modifié les 27 août 1981, 7 décembre 1983 et 6 août 1984, autorisant la S.A. ICI FRANCE à exploiter à VERDUN, écart de Baleycourt, une usine de fabrication de produits chimiques, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

- l'article 2 - alinéa relatif à la chaufferie est remplacé par le texte suivant :

" une chaufferie susceptible de consommer par heure 12.250 thermies de combustible gazeux (gaz naturel)". Le reste de l'article étant inchangé.

- les articles 32 et 33 du Titre IV "Chaufferie et annexes" sont remplacés par les prescriptions suivantes :

ARTICLE 32 : La chaufferie abritera trois chaudières susceptibles de consommer par heure de l'ordre de 12.250 thermies de combustible gazeux (gaz naturel) et ainsi caractérisées :

- une chaudière à vapeur de 4.800 th/h
- deux chaudières à fluide thermique de chacune 2.500 th/h

Les deux chaudières à fluide thermique fonctionnent en parallèle sur le même circuit.

ARTICLE 33 : La chaufferie respectera les dispositions de l'arrêté interministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

L'exploitant veillera au respect de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1977 relatif aux visites et examens approfondis périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.

- L'article 45 du titre VII : "Protection des Eaux" est modifié comme suit :

Le 4ème alinéa est complété par : "Ce rejet fera l'objet d'une autosurveillance quotidienne. Le débit et le pH seront enregistrés en continu. La DCO et les matières en suspension seront analysées sur un échantillon moyen représentatif de la journée. Les résultats de ces mesures seront transmis à fréquence régulière à l'Inspecteur des Installations Classées sous forme de tableaux récapitulatifs".

Il est ajouté un dernier alinéa ainsi rédigé :

"En outre, une étude technico-économique de réduction des pollutions à la source sera présentée, ainsi que l'échéancier de réalisation correspondant, à l'Inspecteur des Installations Classées dans les trois mois suivant parution de cet arrêté".

.../..

ARTICLE 2 : Il pourra être prescrit ultérieurement par Arrêté Préfectoral toutes autres mesures ou dispositions additionnelles aux conditions ci-dessus énoncées qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 3 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou exploité durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 5 : La présente autorisation est accordée sous réserve des dispositions générales prévues par la législation et la réglementation en vigueur, à charge par le bénéficiaire de s'assurer des modifications qui y surviendraient ultérieurement.

ARTICLE 6 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : le Secrétaire Général de la Préfecture,  
le Sous-Préfet de VERDUN,  
le Maire de VERDUN,  
le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche,  
l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des Installations  
Classées,  
le Directeur Départemental de l'Equipeement,  
le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,  
le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,  
le Chef du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,  
le Chef du Service Départemental de l'Architecture,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise pour notification à M. le Directeur Général du département Baleycourt de la Société ICI FRANCE Z.I. de Baleycourt à VERDUN.

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de VERDUN et mise à la disposition de tout intéressé, un extrait énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'usine par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la Société ICI FRANCE - Département de Baleycourt dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Pour ampliation:  
Le Chef de Bureau délégué

M.L. GIRAUDOT



BAR LE DUC, le 24 JUIN 1988  
Le Préfet,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Olivier VASSENOT